



ccig.ch



La voix des entreprises genevoises depuis 1865

GENÈVE ÉCONOMIE



Juin 2025
No 5



VOUS AVEZ LE POUVOIR DE CHOISIR L'AVENIR DE VOTRE ENTREPRISE!

N°1 en Suisse
2000 produits

20 agences
1000 transactions/an

Tél. 022 700 22 22
pme@remicom.com

REMI(COM)

TRANSMISSION D'ENTREPRISES

www.remicom.com

ÉDITORIAL



Souveraineté numérique : un enjeu stratégique pour les entreprises genevoises et suisses

ELSA FLORET

Directrice de la Communication

À l'heure où notre économie est plus que jamais interconnectée et soumise aux aléas géopolitiques, la question de la souveraineté numérique se pose avec une acuité particulière pour les entreprises genevoises. L'utilisation généralisée des plateformes américaines de stockage et de traitement des données soulève depuis longtemps des interrogations légitimes sur notre indépendance numérique et la protection des données sensibles.

Connue pour sa neutralité et sa tradition de confidentialité, la Suisse se trouve face à un paradoxe : comment préserver ces valeurs fondamentales tout en permettant à ses entreprises de rester compétitives dans un monde où les géants technologiques américains imposent leurs standards ? L'annonce récente d'un investissement en Suisse (327 millions de francs) de la part de Microsoft confirme le fait que notre marché est stratégique pour eux mais interroge la protection absolue de nos données.

LA CCIG, ACTEUR ENGAGÉ POUR UN NUMÉRIQUE RESPONSABLE

Pour la CCIG, cette problématique représente un défi majeur qu'elle doit relever

collectivement. Son rôle est d'accompagner les entreprises dans cette transition vers une souveraineté numérique renforcée.

La Chambre s'engage concrètement et cela à plusieurs niveaux. En premier lieu, en sensibilisant son tissu économique aux enjeux juridiques, économiques et stratégiques liés à la gestion des données. Ensuite, en proposant des formations ciblées et des ateliers pratiques en partenariat avec des spécialistes du numérique responsable. Ces initiatives permettent aux dirigeants de comprendre les implications du choix de leurs infrastructures numériques et d'identifier les alternatives européennes ou suisses disponibles. Ces rencontres favorisent l'émergence d'un écosystème numérique local, créateur de valeur et d'emplois qualifiés.

DES CHOIX POLITIQUES STRATÉGIQUES

La CCIG défend une approche pragmatique : encourager l'innovation tout en préservant ses valeurs. Nous plaçons auprès des autorités pour un cadre réglementaire favorable à l'émergence de solutions numériques suisses compétitives, tout en

facilitant la conformité de nos entreprises aux exigences internationales. Dans cette optique, la CCIG s'est récemment opposée fermement à la révision des ordonnances sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, estimant qu'elles menaceraient gravement le secteur technologique suisse en érodant la confiance des utilisateurs, compromettant la compétitivité internationale des entreprises et ternissant l'image de la Suisse comme havre de sécurité des données et de protection de la vie privée.

UNE RESPONSABILITÉ COMMUNE POUR UN FUTUR MAÎTRISÉ

L'indépendance numérique est un enjeu de souveraineté nationale qui nous concerne tous. En tant qu'acteurs économiques, nous avons la responsabilité collective de construire une Suisse numérique forte, résiliente et fidèle à ses valeurs historiques d'indépendance et de fiabilité.

La Chambre s'engage à être en première ligne de ce combat pour une souveraineté numérique qui soit synonyme non pas de repli, mais d'ouverture maîtrisée sur le monde. ■

« Une société sans rêve est une société sans avenir. »

Carl Gustav Jung

SOMMAIRE

GENÈVE

La deuxième édition du Forum Management Durable, qui s'est tenue le 14 mai 2025 à la HEG-Genève, a réuni 130 entrepreneuses et entrepreneurs. Organisé en partenariat avec l'État de Genève et la CCIG, l'événement a confirmé son importance dans l'écosystème économique genevois. ► P. 2

DOSSIER

Alors que s'intensifient les tensions géopolitiques et l'hégémonie numérique américaine, où en est la Suisse du point de vue de la souveraineté économique et technologique ? Nous avons interrogé Stéphane Koch, conseiller stratégique dans la transformation numérique des entreprises. ► P. 4-5

INTERNATIONAL

Save the date!

Que vous exportiez dans le cadre d'un accord bilatéral ou de l'AELE, Switzerland Global Enterprise organise un webinar le 16 septembre sur le contrôle d'origine préférentielle. Inscrivez-vous. ► P. 6

EUPOROS SA,
LA RÉFÉRENCE DANS LE COMMERCE
DE MÉTAUX PRÉCIEUX DEPUIS 2010



euporos.ch



EUPOROS

Contactez nous : +41 22 552 13 15
World Trade Center II, 1215 Geneve



INVESTISSEZ DANS
VOTRE AVENIR!

GENÈVE

La Cité de Calvin, futur centre d'attractivité technologique des gouvernements ?

Dans un contexte géopolitique où la confiance entre les États-Unis et leurs alliés historiques s'érode, la question de la souveraineté numérique s'invite au cœur de tous les débats. Genève apparaît comme un centre stratégique et une place technologique de confiance qui pourrait se développer au service et avec le soutien des gouvernements, en d'autres termes un « hub GovTech ».



Campus Biotech à Genève, QG de Giga.

Dès le début des années 1990, les États-Unis ont emprunté la voie rapide des technologies de l'information conduisant plus de trente ans plus tard à l'hégémonie des géants du web. Et, quand le lien euro-atlantiste s'effiloche, notre extrême dépendance numérique à leur égard saute aux yeux. La situation de quasi-monopole des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) inquiète désormais autant la sphère économique que les milieux politiques.

Pour les pays du vieux continent et au-delà, il est plus que jamais l'heure de la coopération et de l'innovation, ingrédients indispensables de la souveraineté numérique.

GENÈVE, PLACE INTERNATIONALE ET TECHNOLOGIQUE

Les gouvernements le savent, ils ne pourront acquérir leur souveraineté numérique sans la mise en place de coalitions.

Dans cette optique, Genève a les atouts pour exceller dans le domaine des GovTech et devenir le centre d'attractivité technologique des gouvernements. Sa neutralité, sa position géographique centrale et son rôle en tant que terre d'accueil des missions diplomatiques et des ambassadeurs en font un lieu stratégique pouvant soutenir les négociations et les prises de décisions multilatérales ainsi que les développements technologiques du futur.

La présence de l'Union internationale des télécommunications (UIT) place la Genève internationale comme un réseau actif de la connectivité. L'institution spécialisée des Nations Unie pour les technologies numériques rassemble 194 États membres et plus de 1000 entreprises, universités et organisations internationales et régionales.

Pour [Christopher Fabian](#), ingénieur et cofondateur de Giga (voir bio ci-contre), c'est le moment de transformer ce terreau en un

hub GovTech. L'ambition est de créer une place de confiance technologique, avec des partenariats publics-privés, un cadre juridique facilité ainsi qu'une pépinière GovTech. Cette dernière attirerait et rassemblerait de nouvelles start-up et des entreprises étrangères qui travaillent à des solutions innovantes répondant aux défis de la transformation numérique des gouvernements.

« Nous avons eu de nombreuses conversations avec la Trust Valley - pôle de compétences en matière de confiance numérique et de cybersécurité -, la Fondation Genevoise pour l'Innovation Technologique (FONGIT), le Forum économique mondial (WEF), ainsi que d'autres acteurs qui joueront un rôle clé dans cette initiative. L'objectif n'est pas de reproduire ce qui existe déjà, mais de mettre en place un cadre et une base commune pour soutenir ces acteurs, notamment lorsqu'il s'agit d'évaluer des technologies destinées aux gouvernements. En effet, ces technologies présentent des caractéristiques spécifiques qui les distinguent des logiciels commerciaux traditionnels, qu'ils soient B2B ou B2C », déclare Christopher Fabian.

Ce hub permettrait aux gouvernements d'acquérir, de maîtriser et d'améliorer leur connectivité dans de nombreux domaines : la santé, l'éducation, les transports et bien d'autres.

DÉVELOPPER UN CATALYSEUR TECHNOLOGIQUE

Le hub GovTech deviendrait ainsi un catalyseur technologique dont l'une des branches aurait pour rôle de « construire un réseau de composants, petits mais vitaux, qui, mis bout à bout, aideraient le monde à mieux fonctionner. Chaque module, logiciel, outil open source, protocole sécurisé... jouerait un rôle de rail d'un chemin de fer », indique Christopher Fabian.

À titre de comparaison, les encre de sécurité SICPA, qui protègent des documents sensibles, tels que les billets de banque ou les passeports, constituent un bel exemple. En effet, SICPA, dont le siège est situé dans le canton de Vaud, fournit des encres à plus de 180 États, renforçant considérablement la confiance dans les systèmes financiers mondiaux.

Les composants développés au sein de ce futur hub constitueraient des cartes stratégiques sur les plans tant géopolitique, économique que social, comme autant de voies sur l'autoroute numérique.

Ainsi, il est nécessaire d'attirer et fédérer les acteurs du monde entier qui œuvrent au développement de nouveaux logiciels et de technologies open source, éthiques et équitables, à destination d'entités gouvernementales.

Depuis le campus Biotech à Genève, Christopher Fabian favorise les rencontres entre les acteurs de l'innovation - chercheurs et entreprises - et les décideurs du Canton et de la Ville pour conduire le projet vers une nouvelle échelle. ■



Ingénieur et expert mondial des technologies émergentes appliquées aux enjeux de la géopolitique, **Christopher Fabian** a conseillé deux secrétaires généraux de l'ONU, fondé l'unité d'innovation de l'UNICEF et dirigé des projets pionniers tels que la téléphonie mobile open-source, les couloirs de drones du secteur public et le premier fonds libellé en crypto-monnaie dans le secteur public. Reconnu en 2013 par le Time Magazine comme l'une des 100 personnes les plus influentes du monde, il siège aujourd'hui dans plusieurs conseils internationaux liés à l'art, l'innovation ou l'IA.

Giga

Initiative conjointe de l'UNICEF et de l'UIT lancée en 2019 par Christopher Fabian, Giga vise à connecter chaque école du monde à Internet d'ici 2030 en vue de réduire la fracture numérique. Depuis sa création, Giga a connecté plus de 24 000 écoles touchant plus de 11 millions d'élèves en collaborant avec 40 pays.

SAVE THE DATE

En marge du Sommet «AI for Good», du **8 au 11 juillet 2025** se tiendra le **Giga Global Connectivity Forum (GCF)** au campus Biotech, événement commun avec la CCIG. Rassemblant une centaine d'acteurs clés dans le domaine de l'éducation et du numérique, le GCF informera sur de nouvelles approches et visera à faire grandir, à partir de Genève, un avenir numérique équitable.

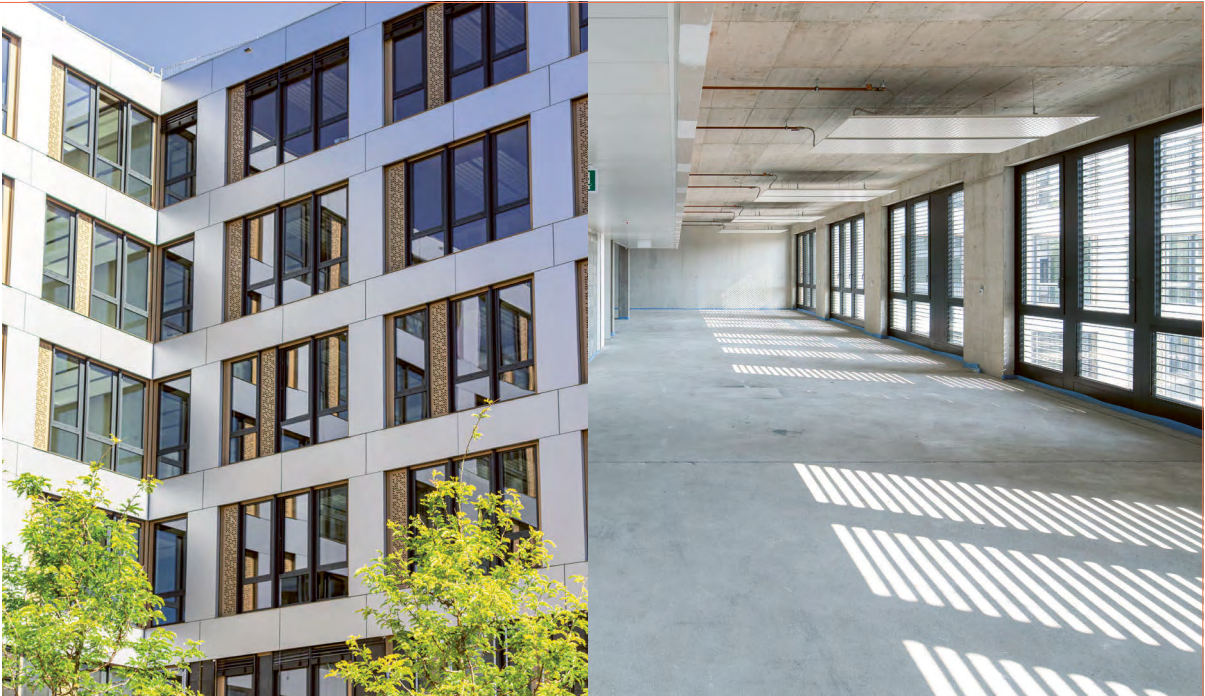
quartet

Vos locaux artisanaux neufs Minergie® en centre-ville, dès 200.-/m²/an

- Situé dans le quartier des Charmilles
- Ateliers artisanaux et industriels de 140 à 6'000 m²
- Locaux adaptés pour activités high-tech, horlogerie, laboratoires et bureaux
- Hôtel, fitness, restaurants, physio et autres services offrant un cadre de travail convivial et confortable
- Desserte logistique de plain-pied
- Monte-charge de 4 tonnes
- Disponibilité immédiate

quartet.ch

Commercialisation par **spg partner sa**
Dimitri Cogne | 022 707 46 33 | dco@spgpartner.ch



DURABILITÉ

Forum du Management Durable : la durabilité s’ancre dans le quotidien des entreprises genevoises

La 2^e édition du Forum du Management Durable s’est tenue le 29 mai 2025 à la HEG-Genève, réunissant 150 entrepreneurs et décideurs autour d’un objectif commun : passer des intentions à l’action. Organisé par la Haute école de gestion de Genève (HEG), l’Office cantonal de l’économie et de l’innovation (OCEI) et la CCIG, l’événement a confirmé l’importance croissante du développement durable dans les pratiques de gouvernance des entreprises.



Débat autour des enjeux et des opportunités d’un management responsable et durable.

Le Forum du Management Durable a débuté par une table ronde consacrée à la contribution des différentes fonctions de l’entreprise à une gouvernance responsable. Les échanges entre Caran d’Ache, Swissoja, Ethos et la HEG ont permis de mettre en lumière la transversalité des enjeux RSE. Loin de se limiter à un département isolé, la durabilité doit être intégrée dans l’ensemble des processus de décision, portée au plus haut niveau et partagée à tous les échelons de l’organisation.

Dans son intervention, la conseillère d’État Delphine Bachmann a rappelé que la durabilité ne constitue pas une contrainte, mais bien une opportunité de transformation pour l’économie genevoise. Elle a également mis en avant les nombreux instruments, publics comme privés, à disposition

Vincent Subilia a souligné l’importance de la durabilité dans la gouvernance d’entreprise.

des entreprises pour structurer leurs démarches.

Le directeur général de la CCIG, Vincent Subilia, a pour sa part présenté la Fondation Carbone Genève et le label du même nom, récemment lancés avec des partenaires engagés. Ce dispositif vise à accompagner les entreprises dans leur décarbonation grâce à une approche pragmatique, crédible et compétitive, en ligne avec les objectifs du Canton et de la Confédération.

Deux ateliers participatifs ont ensuite permis d’approfondir les leviers d’une gouvernance plus responsable et les outils permettant d’intégrer la durabilité dans la gestion stratégique, favorisant un échange constructif entre représentants du monde économique, académique et institutionnel.

En clôture, Jonas Schneider, journaliste et entrepreneur social, a invité à une « écologie de l’enthousiasme », plaidant pour une information mobilisatrice, capable d’inspirer sans culpabiliser.

Ce Forum s’impose désormais comme un rendez-vous incontournable pour faire progresser le management durable à Genève. Rendez-vous l’année prochaine! ■



ÉGALITÉ

Pour une entreprise plus égalitaire et inclusive : un accompagnement sur mesure

Face aux attentes sociétales, aux évolutions légales, ainsi qu’à la crise d’employabilité à venir, le Bureau cantonal de promotion de l’égalité et de prévention des violences (BPEV), la CCIG, la FER Genève et la faîtière genevoise de l’économie durable APRÈS-Ge ont lancé un accompagnement aux entreprises autour d’un critère central et transversal : l’égalité.

Huit entreprises de tailles et secteurs variés se sont engagées dans le programme « Égalité, votre entreprise en action : un accompagnement sur mesure ». Lancé le 15 mai au sein de la Maison de l’économie, ce projet de six mois répondra à l’ambition des entreprises de mieux intégrer ce principe fondamental à leur structure. Grâce à des outils et des cas concrets, les participants réfléchiront à déconstruire les stéréotypes de genre et viseront à favoriser la mixité tout en repensant les relations humaines et l’environnement de travail de leurs entreprises respectives.

Émilie Flamand, directrice du BPEV, précise que cette initiative répond aux attentes des entreprises et prend le relais du Prix de l’Égalité, en apportant une approche personnalisée et inscrite dans la durée. Un message de reconnaissance a été adressé aux participants – en majorité des femmes dirigeantes et responsables RH – pour avoir intégré ce projet avec l’audace, l’humilité et la confiance qu’il requiert.

Les entreprises ont été mises dans le cœur du sujet avec un brainstorming autour de la notion d’égalité. Des chiffres clés ont étayé les propos avancés. À Genève, l’écart salarial entre les femmes et les hommes reste préoccupant. S’élevant à 27 % (2022), ce résultat s’explique notamment par une forte proportion de travail à temps partiel chez les femmes (51 %).

C’est avec enthousiasme que nous suivrons le parcours des participants, curieux de découvrir leurs visions, leurs engagements et les solutions qu’ils entendent porter pour l’avenir. ■

GENÈVE

EPHJ : retour sur un salon de haute précision



Comme chaque année à pareille époque, la Chambre a pris part au Salon EPHJ 2025 (Environnement Professionnel Horlogerie Joaillerie) sur le stand Genève Industrie & Innovation, qui abritait notamment l’association Genève-Industrie, dont elle est cofondatrice. Rendez-vous international de la haute précision dédié aux métiers de l’horlogerie-joaillerie, des microtechnologies et du médical, cette édition a rassemblé près de 800 exposants et attiré plus de 23 000 visiteurs. Une affluence qui témoigne de la vitalité de ces filières de pointe et de leur importance sur la scène mondiale. Plus d’info sur industrie-geneve.ch. ■



À louer
Chemin de Grenet 25, Meyrin
Surfaces administratives Plug & Play au cœur de la ZIMEYSA
→ Bureaux à louer dès 460 m²
→ Lumineux, ouverts ou cloisonnés
→ Prêts à l’emploi, entièrement aménagés
→ Places de parc disponibles (1PP/23 m² loués)
→ Proche de la gare de Meyrin et de l’autoroute A1
→ Vue dégagée sur le Salève

Dimitri Cogne
+41 22 707 46 79 dco@spgpartner.ch



Souveraineté numérique et défis géopolitiques : la Suisse face aux pressions internationales

Alors que s'intensifient les tensions géopolitiques et l'hégémonie numérique américaine, sources de défis majeurs, nous avons interrogé **Stéphane Koch**, conseiller stratégique dans la transformation numérique des entreprises, sur les conditions de la souveraineté économique et numérique de la Suisse.



Orateur, conférencier et expert reconnu en cybersécurité, cybercriminalité et dans la protection de la vie privée, vice-président exécutif d'ImmunWeb, **Stéphane Koch** intervient dans de nombreuses formations. Il enseigne à l'Université de Genève dans le MAS en Sécurité de l'information, ainsi qu'à l'Institut de lutte contre la criminalité économique (ILCE) ou au SAWI dans le cadre d'une formation de spécialiste en relations publiques (ISRP). Pendant plusieurs années, il a aussi été l'un des formateurs en sécurité de l'information pour Reporters sans frontières (RSF).

LA SUISSE PEUT-ELLE S'ÉMANCIPER DE LA TECHNOLOGIE AMÉRICAINE ?

Lorsqu'on évoque l'émancipation de la Suisse par rapport aux technologies américaines, la réalité se révèle bien plus complexe que les discours politiques ne le laissent entendre. Cette émancipation impliquerait de boycotter des services numériques profondément intégrés dans le tissu économique et social suisse, pour migrer vers des alternatives qui représentent plus un vœu pieux qu'une réelle option.

Critiquer la Silicon Valley paraît incohérent lorsque ni l'Europe ni la Suisse n'ont jamais débloqué de fonds comparables pour soutenir leurs propres entreprises technologiques. On ne peut pas critiquer ce dans quoi on n'a pas investi, ni prétendre développer des alternatives crédibles sans y consacrer les ressources adéquates.

COMMENT LA SUISSE PEUT-ELLE ATTEINDRE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE ?

La souveraineté numérique est un concept souvent invoqué, mais rarement défini avec précision. Elle ne peut se limiter à l'hébergement de données sur le territoire national ou à la création de services alternatifs aux plateformes américaines. Une véritable souveraineté numérique implique le développement d'une infrastructure numérique résiliente, capable de fonctionner indépendamment des influences extérieures.



Vue sur l'Apple Park, quartier général de la marque à la pomme, situé à Cupertino en Californie.

La Russie offre, au niveau technique, un exemple intéressant avec son projet RUNET, qui vise à maintenir ses échanges dématérialisés même si Internet était coupé à l'extérieur de ses frontières. Cette autonomie représente la véritable souveraineté numérique, mais exige des investissements considérables que la Suisse n'a pas encore consentis.

La souveraineté numérique reste intimement liée à la résilience énergétique, bien que cette interdépendance ne soit pas

absolue. À court terme, la Suisse doit impérativement renforcer la robustesse de ses infrastructures critiques, notamment celles dédiées aux services d'urgence. Les récentes défaillances du réseau Polycorn et des antennes de téléphonie mobile en Valais à Saas-Grund – qui ont cessé de fonctionner après des chutes de neige par manque de courant et un épuisement (trop) rapide des batteries de secours – ainsi que la panne majeure de courant dans la péninsule ibérique, révèlent

« La Suisse doit renforcer la robustesse de ses infrastructures critiques, dont celles dédiées aux services d'urgence. »

notre vulnérabilité face aux aléas naturels. Cette fragilité soulève une question plus large : si de simples intempéries peuvent paralyser certains de nos systèmes critiques, quelle serait notre capacité de



INTERNATIONAL
INSTITUTE
IN GENEVA

**START YOUR INTERNATIONAL
CAREER IN GENEVA**

DOUBLE DEGREE
with UK University and Boston University (USA)

**BACHELOR AND MASTER
PROGRAMS IN:**

- International Management
- International Relations and Diplomacy
- Digital Media
- Business Analytics
- Computer Science

IIG.CH in   



résistance face à une cyberattaque coordonnée visant spécifiquement ces mêmes infrastructures ? Ces constats convergent vers une même conclusion : si l'on veut aspirer à une souveraineté numérique à grande échelle, nous devons d'abord garantir la continuité de nos services essentiels face à l'ensemble des menaces, qu'elles soient physiques ou numériques.

POURQUOI EST-IL DIFFICILE DE QUITTER DES PLATEFORMES COMME META ?

Quitter ces plateformes s'apparente à un « déménagement social » extrêmement complexe. Non seulement il faut « faire ses cartons » numériques, mais il faut aussi convaincre son réseau de migrer vers une nouvelle plateforme. Cette interdépendance crée une inertie considérable qui rend très difficile toute migration massive vers des alternatives.

Contrairement à ce que certains affirment, les plateformes alternatives ne sont pas intrinsèquement « meilleures ». S'il y a moins de contenus problématiques, c'est principalement parce qu'elles comptent moins d'utilisateurs. Prenons Bluesky : en

raison de sa croissance récente, la plateforme a dû quadrupler son nombre de modérateurs pour gérer l'afflux d'utilisateurs et l'augmentation des contenus problématiques.

LA RÉGULATION EUROPÉENNE INFLUENCE-T-ELLE LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES AMÉRICAINES ?

L'Union européenne a établi un cadre réglementaire contraignant avec le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA), imposant aux plateformes des responsabilités accrues en matière de modération, de transparence algorithmique, de lutte contre les contenus toxiques et la désinformation. La Suisse peut choisir de s'aligner sur le cadre européen plutôt que de réinventer la roue. Elle aurait aussi pu profiter des accords bilatéraux pour négocier un accès aux outils mis en place par l'UE à destination des citoyens européens. Les citoyens suisses pourraient ainsi faire valoir leurs droits face à ces plateformes. En effet, la Suisse fait partie de la « région européenne » définissant les pays hors UE concernés par l'application des lois européennes par les plateformes telles que META.

QUELS SONT LES EFFETS DES INTELLIGENCES ARTIFICIELLES SUR NOTRE ENVIRONNEMENT INFORMATIONNEL ET QUELS EN SONT LES RISQUES ?

Les intelligences artificielles actuelles ont été majoritairement entraînées sur des données anglo-saxonnes, ce qui leur confère un biais culturel orienté vers le modèle américain. Cette situation n'est pas sans rappeler le « soft power » américain déployé dans le passé par le biais de films, de séries télévisées et d'autres produits culturels véhiculant subtilement des valeurs et une vision du monde spécifiques.

De plus, le National Institute of Standards and Technology (NIST) et l'Artificial Intelligence Safety Institute (AISi) auraient reçu des instructions pour « désapprendre » aux IA à traiter certains enjeux sociétaux considérés comme des « biais idéologiques », tout en les influençant pour qu'elles promeuvent le leadership américain.

En effet, le 23 janvier 2025, l'administration Trump a annoncé son intention de réorganiser l'AISI pour en faire le nouveau Centre pour les normes et l'innovation en matière d'IA (CAISI).

Cette décision illustre un changement de cap. Sous l'administration Biden, l'Institut mettait l'accent sur un développement de l'intelligence artificielle axé sur la sécurité, l'équité et la responsabilité, en s'attaquant notamment aux biais, à la désinformation et aux risques sociétaux. Des acteurs majeurs de l'IA tels qu'OpenAI et Anthropic avaient conclu des accords de collaboration avec l'agence sur des projets de recherche en vue de prévenir des risques possibles.

Depuis, la Maison Blanche a axé la priorité sur l'innovation, la compétitivité internationale et la lutte contre les biais idéologiques, avec une régulation plus souple et une insistance marquée sur la défense des intérêts américains.

Le CAISI conserve certains objectifs de l'AISI – comme l'évaluation des risques en cybersécurité ou la coordination avec les acteurs industriels –, mais son changement de nom et de mandat traduit une volonté politique reléguant au second plan les considérations de sécurité et d'équité. Une coalition d'entreprises composée notamment des leaders de l'IA précités a demandé au Congrès de codifier l'existence de l'Institut avant la fin de l'année.

« Une véritable souveraineté numérique implique le développement d'une infrastructure numérique résiliente, capable de fonctionner indépendamment des influences extérieures. »

Cette évolution pose la question de l'indépendance des entreprises technologiques face à ces pressions gouvernementales et souligne l'importance pour l'Europe et la Suisse de développer des modèles d'IA dont l'apprentissage est basé sur des données qui correspondent

à nos valeurs, aux niveaux culturel, décisionnel et stratégique. Les entreprises qui dépendent des services américains d'intelligence artificielle générative (IAG) devraient évaluer leur vulnérabilité à deux niveaux : d'une part face aux risques d'interruption de ces services, d'autre part concernant l'impact financier que représenteraient des hausses tarifaires, celles des abonnements dans le futur ou celles qui pourraient résulter de l'augmentation des droits de douane.

COMMENT LA SUISSE ET LA FRANCE GÈRENT-ELLES LES INGÉRENCES INFORMATIONNELLES ET CYBERNÉTIQUES ?

La guerre cognitive, un concept stratégique qui vise à influencer durablement les perceptions, croyances et valeurs d'une population en ciblant directement les mécanismes fondamentaux par lesquels l'esprit humain traite l'information, forme ses opinions et prend ses décisions, est devenue un élément central des ingérences informationnelles.

Les conflits actuels ne se limitent plus aux champs de bataille traditionnels, mais s'étendent dans l'espace numérique, ignorant les frontières nationales. Un exemple concret : lors de la visite officielle du président Zelensky en Suisse, le groupe de hackers pro-russes NoName057(16) a orchestré des cyberattaques contre une cinquantaine de sites helvétiques. L'objectif n'était pas simplement de perturber des services en ligne, mais de provoquer suffisamment de dysfonctionnements pour façonner l'opinion publique suisse et éroder son soutien à l'Ukraine.

La France a créé Viginum, une structure civile qui lutte contre les ingérences numériques étrangères. La Suisse avait tenté de mettre en place un dispositif similaire entre 2005 et 2007, mais ce projet n'a pas abouti. Le pays devrait développer davantage ses capacités de renseignement, non seulement pour se protéger, mais aussi pour renforcer sa position dans les négociations internationales. ■



Le marché européen des datacenters connaît une forte augmentation. En Suisse, la densité de datacenters par habitant figure parmi les plus élevées d'Europe.

À vendre / À louer Vernier

Un complexe multi-activités innovant pour les entreprises artisanales, industrielles et high-tech.

Quarz'Executive : 3'528 m²

Écrin artisanal conçu sur mesure

- Bâtiment autonome
- Mono-utilisateur
- 3 niveaux hors-sol
- Façade vitrée toute hauteur
- Terrasse
- Disponible avril 2026

Quarz'Hub : 5'067 m²

Bâtiment efficient et modulable

- Grands plateaux de 1'500 m²
- Divisibles dès 400 m²
- 2 monte-charges
- Charge utile importante
- Portes sectionnelles
- Disponible juillet 2026

quarzip.com

Commercialisation par spg partner sa et uni5 SA

Océane Deguerge | 079 274 37 70 | oceane.deguerge@uni5.ch
Anne-Pascale Marchand | 079 272 51 42 | apm@spgpartner.ch



Voyage d'affaires en Suisse : résilience, innovation écologique et technologique

Face aux bouleversements géopolitiques, aux impératifs écologiques et à la généralisation de la visioconférence, la branche suisse du voyage d'affaires démontre une étonnante capacité de résilience et retrouve en 2025 un niveau d'activité proche de celui précédent la pandémie de la COVID-19. Plusieurs facteurs expliquent cette reprise.

Malgré le boom de la visioconférence, la rencontre en présentiel reste prisée par les entreprises, notamment pour maintenir les temps informels entre les réunions durant lesquelles sont échangées de précieuses informations.

Autre facteur : la capacité des compagnies à innover pour répondre aux enjeux écologiques. Des avions moins énergivores, utilisant des carburants d'aviation durables (SAF) arrivent sur les tarmacs tout comme de nouvelles solutions permettant, par exemple, de réduire la formation de trainées de condensation, responsables de 50 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'aviation. « Ces évolutions, bien que parfois synonymes d'une légère hausse tarifaire, sont bien accueillies par les entreprises suisses, de plus en plus attentives à la durabilité de leurs déplacements », indique **Olivier Emch**, ayant plusieurs casquettes comme celle de DG d'Executive Travel à Genève spécialisé dans le voyage d'affaires.

L'événement Partenaire que Turkish Airlines a organisé le 27 mai à la Chambre a parfaitement illustré cette tendance. L'accent a été mis sur leur flotte aérienne figurant parmi les plus jeunes du monde, avec des avions âgés de moins de dix ans. À Genève, 80 à 90 % des déplacements de la compagnie sont assurés par des Airbus A321neo alimentés par des SAF dans le cadre de ses efforts pour réduire son empreinte carbone. Le souhait est d'arriver avec 100 % de SAF sur ces vols.

La branche des voyages d'affaires n'en reste pas moins secouée par les tensions



géopolitiques qui entraînent des réservations en baisse sur des destinations sensibles. Pour rassurer, les agences misent sur la sécurité : suivi en temps réel des voyageurs, alertes et anticipation des gestions des risques. « Nous sommes à l'ère du service et portons une attention particulière à nos clients pour leur assurer une grande proximité et flexibilité », précise **Celil Yilmaz**, Regional Sales Manager chez Turkish Airlines à Genève.

Ces services personnalisés sont notamment possibles grâce à de nouveaux logiciels, comme les Self Booking Tools (SBT), qui facilitent l'organisation des voyages d'affaires pour les entreprises ayant plus de 50 voyageurs. En effet, il est désormais possible pour un collaborateur de planifier, réserver et suivre ses déplacements tout en respectant les règles de voyages fixées par l'entreprise. L'IA permet également de proposer des prix plus avantageux ou de nouvelles disponibilités aux entreprises. ■

Le contrôle de l'origine préférentielle : une étape clé pour vos exportations



Les accords de libre-échange permettent aux entreprises suisses d'exporter à des conditions préférentielles, à condition de prouver que leurs marchandises répondent aux critères d'origine.

C'est là qu'intervient l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF), qui vérifie la validité des preuves d'origine dans le cadre de ses contrôles.

Déclarations du fournisseur, certificats de circulation des marchandises ou encore déclarations d'origine : chaque document doit remplir des exigences strictes, tant sur le fond que sur la forme. Le non-respect de ces dernières peut entraîner des conséquences lourdes comme des redressements, des pertes d'avantages tarifaires ou encore des sanctions administratives.

Pour aider les entreprises à y voir plus clair, notre webinar en ligne du 16 septembre 2025 (10h-11h) proposera une approche concrète du contrôle de l'origine.

- Comment se déroule un contrôle ?
- Quels sont les documents exigés ?
- À quoi l'OFDF accorde-t-il une attention particulière ?

Deux expertes de l'administration vous guideront pas à pas.

Que vous exportiez dans le cadre d'un accord bilatéral ou de l'AELE, ce rendez-vous vous permettra de mieux comprendre les attentes de la douane et de préparer sereinement vos dossiers. Un temps d'échange est prévu pour poser toutes vos questions. ■

PARTICIPEZ À NOTRE WEBINAIRE GRATUIT !

Switzerland Global Enterprise organise, le **mardi 16 septembre**, un webinar en ligne gratuit sur :

LE CONTRÔLE DE L'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLE PAR LA DOUANE

Inscrivez-vous :



SWITZERLAND GLOBAL ENTERPRISE

spg partner | **CUSHMAN & WAKEFIELD**

À louer

Rue Emma-Kammacher 9, Meyrin

Locaux logistiques au cœur de la ZIMEYSA

- Surface de 7'880 m² divisible dès 500 m²
- Accès par monte-charge de 6 tonnes
- Quais de chargement couverts
- Places de parc disponibles
- Disponibilité immédiate

Dimitri Cogne

+41 22 707 46 79

dco@spgpartner.ch



PARTENAIRE

Le saviez-vous ? 90 % des marchandises dans le monde sont transportées par voie maritime

« Le transport maritime, c’est aussi acheminer de l’aide humanitaire. »

Parmi les acteurs majeurs de ce secteur, MSC (Mediterranean Shipping Company) joue un rôle central. Depuis Genève, l’entreprise gère une flotte de près de 900 navires, connectant 520 ports à travers le globe. Cette présence internationale permet à la compagnie de contribuer de manière significative à la fluidité des échanges. Et au-delà de son activité principale, l’entreprise s’engage aussi localement et à l’international à travers plusieurs initiatives de responsabilité sociale.

UN ENGAGEMENT CONCRET À GENÈVE

MSC s’engage depuis plusieurs années auprès de la communauté genevoise. À travers la MSC Foundation, l’entreprise organise chaque année la campagne « Prêt-à-Donner ». Cette initiative invite les collaborateurs à faire don de vêtements, chaussures et jouets en bon état. Les dons, collectés dans différents points des bureaux genevois, sont ensuite remis à la Croix-Rouge genevoise. L’objectif est double : soutenir les familles locales en difficulté et encourager la réutilisation des biens, dans une démarche à la fois solidaire et durable. La MSC Foundation apporte également, de manière ponctuelle, son soutien à d’autres ONG suisses engagées dans des initiatives solidaires.



Mercy Ships - Chef d’équipage de rééducation avec un bénévole.

SOUTIEN HUMANITAIRE INTERNATIONAL

L’engagement de MSC ne se limite pas à la Suisse. Depuis 2011, le groupe collabore avec Mercy Ships, une ONG internationale qui opère des navires-hôpitaux pour offrir des soins médicaux gratuits dans des régions où l’accès à la santé reste limité. Ce partenariat s’est renforcé au fil des années : MSC

assure non seulement le transport et la livraison de matériel, qu’il soit médical ou autre, mais partage aussi son expertise technique et logistique pour la conception et la construction navale, ainsi que l’efficacité des missions de Mercy Ships.

UNE RÉPONSE À DES BESOINS CHIRURGICAUX

En 2024, une nouvelle étape a été franchie avec le lancement d’un projet ambitieux : la construction d’un navire-hôpital de nouvelle génération, prévue pour une mise en service en 2029, grâce à la mobilisation conjointe de la MSC Foundation, de MSC Group et de Mercy Ships. Ce projet répond à un besoin crucial : en Afrique subsaharienne, 91 % des besoins en chirurgie ne sont pas satisfaits. Ce futur navire, qui portera le nom Atlantic Mercy, sera doté de 6 salles d’opération, d’un laboratoire de pointe, de 7 000 m² d’espaces hospitaliers et de zones de formation ultramodernes. Il pourra accueillir jusqu’à 600 membres d’équipage et restera en mission dans chaque port africain pendant dix mois, offrant des soins chirurgicaux gratuits et transmettant des compétences clés aux professionnels locaux. Le soutien de MSC et de sa fondation permet de pérenniser et d’amplifier cet impact, en associant expertise logistique, soutien financier et engagement humanitaire.

Le transport maritime ne se limite pas au transport de marchandises : c’est aussi acheminer de l’aide humanitaire, en facilitant l’accès aux ressources, aux équipements et aux services essentiels. À travers ses engagements à Genève comme à l’international, MSC contribue à soutenir des initiatives solidaires et à faciliter l’accès à l’aide là où elle est nécessaire. ■



Chemin Rieu 12,
1208 Genève
+41 22 703 88 88
info@msc.com - [msc.com](https://www.msc.com)



MSC TÜRKIYE en mer.

LES GRANDS PRIX DE L'ÉCONOMIE

16 septembre 2025
17 h 30
Bâtiment des Forces Motrices

Événement réservé aux Membres

Avec le soutien de

En partenariat artistique avec

COMMUNAUTÉS

De nouveaux Membres à la Chambre

Nous souhaitons une chaleureuse bienvenue à nos 24 nouveaux Membres, admis en mai :



- Architecture
LA PETITE DESIGN
- Assurances
TRUSTLINE INSURANCE Sàrl
- Commerce / Distribution
COOP SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
- Communication
COM. UNIK PINHAO CLETO & CIE
LEIDAR SA
PAPATANGO SA

- Conseil / Finance et services fiduciaires / Ingénierie
AKKODIS SWITZERLAND SA
CRIPTONITE ASSET MANAGEMENT SA
INNOVECTEUR
NEIM SIMO, FISCA-SERVICES FIDUCIAIRE
POLYPUS SUISSE Sàrl
- Industrie
ALSTOM Schweiz AG
- Événementiel / Loisirs
FLUOSPORTS
- Énergie
TRANSMUTEX SA – LTD – AG
- Horlogerie
ADMWATCH SA
- ONG / Fondation
FONDATION POUR L'ACTION HUMANITAIRE EN MER

- Pompes funèbres
OTHER WAYS POMPES FUNÈBRES SA
- Ressources Humaines
TELL NP ADVISERS Sàrl
- Services / Digital
DATWAVE
LUCCA SOFTWARE Sàrl
PUISSANCE 8
MARICIC DIGITAL CONSULTING
TEGONA SA
VERIX ADVISORY



Impressum

GENÈVE ÉCONOMIE
Magazine de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève
Parution : 10 numéros par an, 3800 exemplaires
Responsable d'édition : Elsa Floret
Coordination : Raphaële Sagne / Pierre Giamarchi
Rédaction : Elsa Floret, Pierre Giamarchi, Mario Marchesini, Raphaële Sagne, Matia Trosic
Insertions : HP media SA, tél. 022 786 70 00
Graphisme : Fabrizio Rossi
Impression : Atar Roto Presse SA, Satigny
Contact et abonnements : publications@ccig.ch

Editeur
CCIG CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DES SERVICES DE GENÈVE
Maison de l'économie
Bd du Théâtre 4 – 1204 Genève
Tél. + 41 (0)22 819 91 11
www.ccig.ch



ISSN 3042-6510 imprimé en suisse

PARTENAIRES

PLATINE

SKYNIIGHT BCGE Russell Bedford taking you further Russell Bedford Fiduciaire Genève SA

OR

BeVisible TURKISH AIRLINES Qualibroker Swiss Risk & Care MEDIAONE GLOBAL REACH. LOCAL TOUCH devillard m SC GOURMET BROTHERS

ARGENT

NESPRESSO PROFESSIONAL Allianz Agence générale Jacques Henry PORTS FRANCS ET ENTREPRISES DE GENÈVE SA KIELDER AGRO GROUP Protectas EDMOND DE ROTHSCHILD Vitol JTI naef integral Groupe SIG florimont swisscom CGN

BRONZE

HARSCH P&G EXECUTIVE TRAVEL eventwise groupe mutuel Hilton GENÈVE MIGROS GENÈVE FRANCK MULLER GENÈVE

Ceci est bien plus qu'un lac.

Pour nous, c'est aussi une immense source d'énergie locale et renouvelable, alimentant le réseau thermique GeniLac°.

Un réseau qui permet de réduire jusqu'à 80 % :

- la consommation électrique de votre système de rafraîchissement,
- les émissions de CO2 de votre chauffage.

Vous allez vraiment admirer votre lac autrement.

sig-ge.ch/genilac

GeniLac° en images : sig-ge.ch/video-genilac

parentdesign.com